



SNUipp-FSU 67
10, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG

Tél : 03 90 22 13 15
Mail : snu67@snuipp.fr
Site internet : <http://67.snuipp.fr/>
Page Facebook: <http://www.facebook.com/snuipp67>
Page Twitter : <http://twitter.com/snuipp67>



CAPD DU 25 JUIN 2015 - DECLARATION LIMINAIRE

Madame l'Inspectrice d'Académie DASEN,

dans quelques jours l'année scolaire touchera à sa fin. Les enseignants du Bas-Rhin, comme ceux de tout le pays, sont éreintés. Aux 44 h de travail effectif, moyenne donnée par le ministère, s'est ajoutée une semaine à rallonge sans compensation. Le cadre des 108 h annualisées explose.

À la fatigue du quotidien due aux classes surchargées, s'ajoute la pénibilité d'avoir à gérer les enfants qui souffrent de carences éducatives. Les situations dangereuses se multiplient dans les écoles pour ces mêmes élèves, leurs camarades et leurs enseignants. Il devient urgent de former les enseignants à la gestion des conflits et de réfléchir à la mise en place d'une « cellule de crise » qui pourrait épauler les personnels en souffrance et leur offrir le soutien d'une équipe ainsi qu'un espace de parole. L'Education nationale ne peut plus abandonner ses personnels à leur sort voire, dans le pire des cas, répondre à leurs difficultés par des sanctions.

Nous l'avons pointé du doigt à maintes reprises dans cette instance, le taux de remplacement des absences dans le département est absolument catastrophique et rajoute à l'épuisement général. Le SNUipp-FSU ne peut accepter que le service public d'éducation se voie réduit, trop souvent, à un service de garderie. Le ministère doit créer des postes en nombre suffisant. La dotation de cette année est ridicule au regard des besoins.

À la veille des vacances, les enseignants n'ont toujours pas reçu de version papier des nouveaux programmes. Le SNUipp FSU demande qu'ils soient imprimés et distribués à chaque enseignant et que tous bénéficient d'une formation et de temps de concertation afin de se les approprier.

En ce qui concerne les PES, le SNUipp-FSU rappelle son opposition à la nomination des enseignants-stagiaires à la place des titulaires. L'installation des stagiaires sur les décharges de direction et les compléments de temps partiel va mettre une fois de plus ces personnels mais également l'ensemble des écoles en difficulté puisque le titulaire et le stagiaire ne pourront jamais échanger directement. L'organisation contrainte nuira à la qualité de l'enseignement qui n'est décidément pas la priorité au primaire tant affichée par le gouvernement. Nous rappelons notre attachement à une entrée dans le métier progressive, introduisant successivement stages d'observation, stages en pratique accompagnée puis stages en responsabilité. Ces derniers offrant des périodes de stages massés afin de donner l'occasion aux collègues titulaires de sortir de leurs classes pour retourner se former, pendant 2, 3, 4 ou voire 6 semaines

comme cela existait auparavant. Ces moments de « prise de recul » sont essentiels pour le bien-être des enseignants, des équipes et des élèves !

La période du mouvement est également celle à laquelle les demandes d'ineat-exeat se font pressantes. Nous vous demandons donc d'examiner avec la plus grande bienveillance les demandes des collègues dont le droit à mutation est bafoué, parfois depuis plusieurs années, mettant à mal leur famille et leur santé.

Nous aurions pu, dans cette déclaration, évoquer à nouveau tout ce qui dysfonctionne dans l'Education nationale : les moyens insuffisants en postes qui impactent bien sûr le remplacement des absences mais aussi les RASED, les conditions de travail désastreuses dans des classes surchargées, les salaires de misère que les propositions des Parcours Professionnels Carrière et Rémunération – abrégé en PPCR pour mieux en dissimuler l'indigence – la formation disparue... La litanie est incessante.

Enseigner est un métier, pas un sacerdoce : la réussite des élèves ne relève pas du miracle, mais bel et bien d'une volonté politique de donner à tous les enfants la possibilité d'apprendre dans de bonnes conditions. Force est de constater, une énième fois, qu'elles ne sont encore pas réunies.

Bref, ce ministère applique une feuille de route qui s'inscrit dans la continuité des ministères précédents et révèle tout le mépris de ce gouvernement envers les agents de la fonction publique. Dans la liste des renoncements de ce gouvernement, le désengagement de l'état vis-à-vis de l'école de la République se cache derrière des discours de façade qui mettent en avant son rôle fondamental pour combler les défaillances de notre société mais sans lui donner ni les moyens de fonctionner correctement ni la reconnaissance et la confiance que les enseignants méritent. Le SNUipp-FSU appelle tous les enseignants à se mobiliser dès la rentrée pour inverser la donne.